

# 1999 : CHÁVEZ ÉLU, COUP DE TONNERRE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

L'arrivée à la présidence de la République d'Hugo Chávez en 1999 a constitué une rupture avec le consensus de Washington alors dominant, un événement inattendu après son coup d'État avorté de 1992, qui doit être compris à l'aune d'une crise économique et de la corruption des élites politiques d'alors. Il parvient au pouvoir en voulant refonder les institutions par le biais d'une Assemblée constituante, ce qu'il met en œuvre durant l'année 1999. Cette élection est la première d'une longue série de gouvernements progressistes à travers toute l'Amérique latine, devant l'impuissance de l'Amérique d'Obama qui verra son isolement s'accroître sur le sous-continent. L'effondrement du pays ces dernières années rend toutefois complexe la lecture de cet héritage aujourd'hui.



# 1999 : CHÁVEZ ÉLU, COUP DE TONNERRE POUR L'AMÉRIQUE LATINE



THOMAS POSADO \*

Lorsque Hugo Chávez est élu président de la République du Venezuela, le 6 décembre 1998, le contexte politique sud-américain semble défavorable à l'émergence d'un discours hostile au néolibéralisme. Le président bolivien ne s'appelle pas Evo Morales, mais Hugo Banzer, l'ancien dictateur militaire des années 1970 qui s'apprête à privatiser l'eau de Cochabamba. Dix des douze pays sud-américains sont dirigés par un chef d'État issu de partis du centre et de la droite<sup>1</sup>. Les dirigeants ayant réalisé des privatisations massives, comme

Alberto Fujimori au Pérou, Carlos Menem en Argentine, Fernando Henrique Cardoso au Brésil et les partis Colorado au Paraguay et en Uruguay, sont toujours au pouvoir. Au-delà de l'Amérique du Sud, le consensus de Washington demeure hégémonique. La diminution de l'intervention étatique est le leitmotiv des dirigeants politiques du moment. Les agences financières internationales préconisent le démantèlement de l'État-providence. La « fin de l'Histoire »<sup>2</sup> chère à Francis Fukuyama semble être un horizon indépassable. La réduction du rôle de l'État promue

---

\* DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES.

<sup>1</sup> Seuls le Guyana et le Suriname échappent à cette règle.

<sup>2</sup> Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Éditions Flammarion, 1993.

par les instances financières internationales dès le début des années 1980, se poursuit. Si la « décennie perdue »<sup>3</sup> est un phénomène subcontinental, la crise économique et sociale se poursuit dans les années 1990 au Venezuela. Les frustrations de la population vénézuélienne sont d'autant plus fortes que ces dysfonctionnements interviennent après deux décennies de relative prospérité économique. Les analystes parlent, à l'époque, d'« exception vénézuélienne » pour désigner la coexistence du développement économique et de la démocratie politique, à un moment où la plupart des pays de la région, gouvernés par des dictatures militaires, souffrent de sévères problèmes en matière économique.

L'élection d'Hugo Chávez en 1998 survient dans le contexte d'une crise économique, sociale et politique profonde. Du début des années 1980 à la fin des années 1990, la production non pétrolière a subi une récession à prix constants. Le PIB par habitant perd 20 %. Les investissements chutent de plus de 40 %, l'inflation a multiplié les prix par

9, l'alimentation du Vénézuélien moyen s'est dégradée, des maladies disparues réapparaissent, la déscolarisation croît et toutes les études montrent une multiplication de la pauvreté en nombre et en gravité. Les réformes mises en œuvre par les gouvernements successifs n'ont pas permis de résoudre les problèmes de la société vénézuélienne. Au contraire, nombre d'entre eux se sont aggravés. L'appauvrissement des classes populaires est continu durant cette période. Le Venezuela connaît à partir des années 1980 une crise d'abord économique, puis sociale et enfin politique. Du *Viernes Negro* en 1983 à l'arrivée de Chávez au pouvoir, les principaux indicateurs économiques et sociaux se détériorent. Si l'on ajoute à cela la répression du *Caracazo* en février 1989 qui a coûté la vie à plus d'un millier de personnes en une semaine, les désillusions créées par la tentative avortée de règlement de la crise par Rafael Caldera (1994-1999) et le mépris pour une élite politique, dont certains cas de corruption sont notoires et dont le prestige a

---

<sup>3</sup> La « décennie perdue » (ou « décennie volée » pour les analyses militantes) décrit la dépression économique de l'Amérique latine durant les années 1980. Emportés par la spirale de la dette extérieure, les États latino-américains se subordonnent aux agences financières internationales.

été mis à mal par les tentatives de coup d'État de 1992, dont l'un d'Hugo Chávez, on comprend pourquoi les classes populaires vénézuéliennes ressentent une exclusion du champ politique. Nous allons revenir dans cet article sur les conditions de cette élection inattendue, puis sur les changements durables qu'elle a engendrés en Amérique latine de manière générale et au Venezuela en particulier et enfin sur l'héritage ambigu à l'aune de l'effondrement actuel.

### **Une élection inattendue**

Le lieutenant-colonel Hugo Chávez a accédé à la notoriété au Venezuela en menant un coup d'État avorté le 4 février 1992 et en intervenant à la télévision pour reconnaître son échec « pour l'instant ». Il est incarcéré durant deux ans, jusqu'à l'amnistie présidentielle de Rafael Caldera. À sa sortie de prison, la conquête du pouvoir d'Hugo Chávez par la voie électorale est loin d'être évidente pour ses partisans regroupés dans le Mouvement bolivarien révolutionnaire-200 (MBR-200, commémorant les 200 ans de la naissance de Simón Bolívar). En 1995, un de ses

compagnons d'armes, Francisco Arias Cárdenas, se présente et emporte l'État fédéral du Zulia aux élections régionales, en dis-sidence du MBR-200. Réticent à se présenter sur la si discréditée scène politique – l'abstention avait jusqu'alors été la règle de ce mouvement. Hugo Chávez convainc néanmoins ses partisans de la nécessité du virage vers la participation électorale. Le 19 avril 1997, il déclare officiellement sa candidature à la présidence de la République, le jour anniversaire de la déclaration d'indépendance du Venezuela en 1810. La loi vénézuélienne empêchant tout parti de posséder le nom de « Bolívar » dans son intitulé, le MBR devient MVR, sans changer sa phonétique en espagnol. MVR signifie désormais Mouvement pour une V<sup>e</sup> République.

Contrairement aux analyses des historiographes favorables au processus bolivarien, qui imaginent Hugo Chávez en prophète attendu par le peuple vénézuélien depuis son discours « visionnaire » du 4 février 1992, il obtient des intentions de vote modestes dans les premiers sondages de la campagne présidentielle de décembre 1998 : 8,2 % en

199

Traces

<sup>4</sup> Jésus Sanoja Hernández, *Historia electoral de Venezuela (1810-1998)*, Caracas, Los libros de El Nacional, 1998, p. 219.

juin 1997 selon Datanálisis<sup>4</sup>, 5,9 % en octobre 1997 selon CVI<sup>5</sup>. Celles-ci désignent comme favorite Irene Sáez, ancienne Miss Univers, maire de Chacao, la municipalité des quartiers aisés de l'est de Caracas. Il s'agit de l'ultime tentative de règlement de la crise, avec une dirigeante étrangère aux élites politiques dominantes, mais, toutefois, avec un programme économique inscrit dans le paradigme néolibéral. Les premiers signes du déclin des partis politiques traditionnels apparaissent : aucun des principaux candidats ne représentent une des grandes organisations, une « désinstitutionnalisation » du système de partis. Ce sont désormais les présidentiables qui construisent une machine électorale à leur service et plus l'inverse.

En décembre 1997, la candidature d'Hugo Chávez émerge avec 17 % des intentions de vote<sup>6</sup>, puis dépasse les 40 % dès septembre 1998. Il recueille le soutien des classes populaires, tandis qu'Irene Sáez continue d'être appuyée par les plus aisés. Hugo Chávez est le seul

candidat qui s'engage à remettre en cause le programme d'ouverture pétrolière, la privatisation latente du fleuron de la production vénézuélienne. Les porte-parole de PDVSA se joignent alors à la campagne de l'opposition pour l'accuser d'ignorance, de défendre des positions archaïques... Cependant, la situation de crise que traverse PDVSA donne aux propositions de Chávez davantage de réceptivité et de sympathie que durant les années antérieures.

Les deux partis qui gouvernent le Venezuela depuis 1958 dans le cadre du pacte de Punto Fijo, le social-démocrate AD et le démocrate-chrétien COPEI, ne parviennent pas à choisir un candidat présidentiel propre. Six mois avant l'élection, le COPEI décide de soutenir Irene Sáez. En l'espace de quelques semaines, elle s'effondre en passant d'intentions de vote supérieures à 20 % à une candidature marginale autour de 2 %. Pour éviter que leur échec à l'élection présidentielle n'impacte leurs résultats parlementaires et régionaux, ces deux partis utilisent leurs forces au Congrès

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 233.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>7</sup> Margarita López Maya, *Del Viernes Negro al Referendo Revocatorio*, Caracas, Ed. Alfadil, Colección Hogueras : Venezuela Profunda, 2005, p. 223.

pour découpler les élections parlementaires et régionales en novembre et la présidentielle en décembre<sup>8</sup>. Plusieurs petits partis de gauche (Mouvement au socialisme (MAS, scission social-démocrate du PCV), Parti communiste du Venezuela (PCV), Patrie pour tous (PPT), Mouvement électoral du peuple (MEP) rallient la candidature d'Hugo Chávez et forment ainsi le Pôle patriotique. Pour les législatives de novembre, les organisations de cette coalition se mettent d'accord pour ne présenter qu'un seul candidat dans chaque circonscription. La coalition du Pôle patriotique emporte 70 des 207 sièges à pourvoir à l'Assemblée nationale, 17 des 57 sénateurs et 8 des 23 gouvernorats régionaux, dont l'Aragua, le Lara ou le Zulia avec Francisco Arias Cárdenas. Dans l'État natal de la famille Chávez, l'État de Barinas, le père d'Hugo Chávez, Hugo de los Reyes Chávez, l'emporte face au sortant AD avec plus de seize points d'avance. Le Pôle patriotique arrive en deuxième position dans 10 des 15 États restants.

Après les élections parlementaires et régionales de novembre, le champ politique vénézuélien se divise en trois blocs. D'une part, le Pôle patriotique poursuit sa campagne derrière la candidature d'Hugo Chávez. D'autre part, Henrique Salas Römer, ancien gouverneur de l'État de Carabobo, émerge en deuxième position et distance ses concurrents d'AD et du COPEI. Enfin, AD a maintenu le groupe parlementaire le plus important, mais son candidat présidentiel est promis à un score marginal. Huit jours avant le scrutin présidentiel, dans l'objectif de créer un « Pôle démocratique » alternatif au « Pôle patriotique », différentes organisations dont AD se regroupent autour de la candidature de Salas Römer. Deux jours plus tard, le COPEI adopte la même décision. Henrique Salas Römer qualifiera a posteriori ces soutiens comme « un baiser de la mort », tant ils anéantissent sa prétention à incarner le changement.

Alors que la victoire d'Hugo Chávez devient de plus en plus probable, les incertitudes pèsent sur ce qui se passerait les jours

<sup>8</sup> José Enrique Molina et Carmen Pérez Baralt, « La democracia venezolana en una encrucijada: las elecciones nacionales y regionales de 1998 », *América Latina, Hoy*, n° 21, avril, 1999, p. 33.

suivants. De larges secteurs de l'armée lui sont alors opposés, comme le général Rubén Rojas Pérez, gendre du président Caldera, qui déclare, quelques jours avant l'élection, lors d'une cérémonie de l'armée dans la ville de Maturín, que son corps militaire ne pourrait accepter le triomphe électoral d'un homme qui avait dirigé un coup d'État militaire<sup>9</sup>.

Le 6 décembre 1998, Hugo Chávez emporte facilement l'élection avec 56,2 % des suffrages exprimés contre 40 % à son principal concurrent, Henrique Salas Römer. L'abstention atteint 36,2 %, soit trois points de moins par rapport aux dernières élections présidentielles, mais demeure nettement plus élevée que pour les scrutins de 1958 à 1988 où elle n'avait pas dépassé les 20 %. Il est investi le 2 février 1999, quasiment sept ans après sa tentative de coup d'État.

### ***Un changement durable au Venezuela et en Amérique latine***

L'élection d'Hugo Chávez à la présidence est le point de départ de changements durables au

Venezuela et en Amérique latine de manière plus générale. Son principal mot d'ordre durant la campagne présidentielle est la convocation d'une assemblée constituante. Il s'agit d'un moyen de dépasser les contre-pouvoirs qui s'opposent à lui : un Congrès atomisé, des pouvoirs locaux encore aux mains des partis traditionnels, sans compter l'opposition d'une grande partie de l'élite réfractaire à Chávez.

L'année 1999 est consacrée à la réalisation de cet objectif : référendum sur la convocation d'une Constituante, élection d'une Assemblée nationale constituante, rédaction de la Constitution et son approbation dans un référendum national réalisé en décembre la même année. L'ensemble de ces obstacles sont franchis avec un socle de 30 à 33 % des électeurs inscrits malgré des taux d'abstention aléatoires. La volonté de réformer l'État est ancienne. Dès 1984, une Commission présidentielle pour la réforme de l'État (COPRE) est mise en place par le gouvernement de l'époque. La seule innovation fut l'institution des élections régionales qui ont permis les victoires régionales de partis minoritaires

<sup>9</sup> Margarita López Maya, *op. cit.*, 2005, p. 222.

(MAS, LCЯ). Paradoxalement, ce changement a été enrayé par les tentatives de coup d'État de 1992 par peur de les légitimer a posteriori. Rafael Caldera se sert de la promesse d'une Assemblée constituante pour être élu en 1993, avant de l'abandonner une fois au pouvoir.

Cette Constitution est déjà le fruit d'un mélange entre concessions aux classes populaires et augmentation des pouvoirs au chef de l'État. Pour la première fois, les droits des peuples indigènes et des droits environnementaux sont inscrits dans le texte fondamental. Des formes participatives sont introduites avec de nouvelles modalités référendaires permettant notamment la révocation de tous les élus, l'approbation ou l'abrogation de certaines lois (article 5 et 71 à 74). Par ailleurs, on remarque une augmentation des pouvoirs du chef de l'État. Le mandat présidentiel passe de cinq à six ans et la réélection immédiate pour un second mandat est permise. En matière pétrolière, le virage est réel. La mainmise de l'État sur PDVSA est réaffirmée (article 303) et les actes politiques du gouvernement corroborent cet

article. À l'initiative d'Hugo Chávez, Caracas accueille le 27 septembre 2000 le deuxième sommet des pays de l'OPEP dans l'objectif de stabiliser le cours du baril de pétrole qui avait chuté en dessous de dix dollars en février 1999. Entre 2000 et 2003, deux Vénézuéliens (Alí Rodríguez Araque et Álvaro Silva Calderón) se succèdent au poste de secrétaire général de l'OPEP.

Lorsqu'Hugo Chávez parvient au pouvoir, il ne promeut pas une perspective socialiste, mais la « troisième voie » développée par Tony Blair. La Bourse de Caracas salue son accession au pouvoir avec une hausse de 22,22 % et 19,34 % le lendemain et le surlendemain. Le nouveau président déclare dans son discours d'investiture : « Notre projet n'est pas un projet étatiste »<sup>10</sup>. Il manifeste la possibilité de maintenir un dialogue avec le FMI et s'engage à respecter les accords existants avec le capital étranger. Le 25 mars 1999, Hugo Chávez annonce la privatisation de Venalum, la promotion d'associations stratégiques à Alcasa et Carbonorca (trois entreprises sidérurgiques du sud-est du pays) et la pour-

<sup>10</sup> Hugo Chávez, *Discours d'investiture*, Caracas, 2 février 1999.

suite de la vente d'hippodromes, d'actifs touristiques, d'avions et de véhicules. Il évoque également la participation privée dans la distribution d'énergie électrique. Durant les quatre décennies précédant l'accession de Chávez au pouvoir, les portefeuilles des Finances, du Développement et de la Planification au sein du gouvernement et la présidence de la BCV étaient traditionnellement réservés à des représentants des groupes patronaux. Le premier gouvernement Chávez poursuit partiellement cette coutume. Ainsi, la dernière ministre des Finances de la mandature de Rafael Caldera est maintenue dans ses fonctions. Le nouveau ministre de l'Agriculture est un entrepreneur avec des intérêts dans le secteur de la viande et du sucre. Toutefois, ces deux ministres ne demeurent que quelques mois au sein du gouvernement. Ainsi, il n'y a plus d'entrepreneurs dans le cabinet ministériel. Les élections de la principale organisation patronale, Fedecámaras, en juillet 2001, consacre la victoire de Pedro Carmona, représentant du secteur industriel et adepte d'une ligne plus dure à l'égard

du gouvernement, qui obtient 70 % des suffrages<sup>11</sup>. La coutume de la participation du président de la République à l'assemblée annuelle de Fedecámaras, en cours depuis 1959, est interrompue. Ce divorce vase consommer jusqu'à ce que Pedro Carmona soit le dirigeant de la coalition putschiste et s'autoproclame président pendant deux jours en avril 2002.

Avant son investiture, dès janvier 1999, Hugo Chávez visite Cuba en compagnie de son homologue colombien et prolonge son voyage d'un séjour à Washington au cours duquel il assure Bill Clinton, le 27 janvier, qu'il « maintiendra une relation étroite avec ce pays au cours de son mandat » et que le Venezuela continuera d'être, en plus d'un allié, un fournisseur « très important et sûr » de pétrole pour les États-Unis. Même si ces signes de conciliation existent, le nouveau gouvernement d'Hugo Chávez assume un positionnement politique nationaliste de défense de l'indépendance nationale : refus de l'utilisation de l'espace aérien vénézuélien pour combattre le trafic de drogue à la frontière colombienne, refus de l'établis-

<sup>11</sup> Ligia Perdomo, « Fedecámaras : Luchas peligrosas », *VenEconomía*, vol. 20, n° 7, 2003, p. 2.

sement d'une base accueillant des conseillers militaires états-uniens et de l'équipement de haute technologie pour bloquer la guérilla de l'autre côté du Río Arauca, neutralité dans la guerre civile de ce pays et initiatives pour jouer un rôle de médiateur, condamnation des attaques aériennes de l'OTAN en Yougoslavie, critiques de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) au sommet des Amériques à Québec en avril 2001... L'administration Clinton maintient toutefois une attitude modérée à son égard, respectant le verdict des urnes et présumant que les pressions économiques l'obligeraient, tôt ou tard, à modérer ses positions<sup>12</sup>. Le gouvernement Bush durcit sa politique à l'égard du Venezuela en critiquant de manière ferme ses positions. Dans le contexte post-11 septembre, l'opposition du président vénézuélien à l'intervention états-unienne en Afghanistan et le renouveau d'une ligne belliciste à Washington contribuent à une tension accrue entre les deux pays.

Cette élection d'Hugo Chávez est la première d'une longue série de gouvernements

progressistes à travers toute l'Amérique latine : Lula au Brésil en 2002 ; Néstor Kirchner en Argentine en 2003 ; le Frente Amplio en Uruguay et Evo Morales en Bolivie en 2005 ; Rafael Correa en Équateur en 2006... Ce « virage à gauche » a réussi pendant une décennie à redistribuer une partie des richesses aux plus modestes dans le cadre d'un cycle de prix élevés des matières premières sans toutefois modifier les structures économiques. Le maintien de Chávez au pouvoir, malgré les vellétés insurrectionnelles de l'opposition lors du coup d'État militaire d'avril 2002 et du blocage de l'économie entre décembre 2002 et février 2003, contribue à consolider le « virage à gauche ». Ces gouvernements progressistes de la région ont créé des institutions revendiquant leur autonomie diplomatique à l'égard des États-Unis : la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) pour l'ensemble de l'aire latino-américaine et caribéenne, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) regroupant les États sud-américains et l'Alliance bolivarienne pour les peuples de

<sup>12</sup> Steve Ellner, *El fenómeno Chávez : sus orígenes y su impacto*, Caracas, Ed. Tropykos – Centro Nacional de Historia, 2011, p. 252.

notre Amérique – Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) rassemblant les gouvernements engagés dans une lutte anti-impérialiste. Les volontés de l’Oncle Sam de créer une Zone de libre-échange des Amériques échouent en 2005 face à la détermination d’Hugo Chávez et de ses homologues latino-américains.

***Un héritage ambigu à l’aune de l’effondrement actuel***

Il est toujours complexe de lire un événement passé à l’aune d’une situation présente. Réaliser un bilan du chavisme en 2006, après la réélection triomphale d’Hugo Chávez avec plus de 25 points d’avance sur son principal concurrent, aurait sans doute consisté à dresser un compte rendu laudateur d’un gouvernement associant innovations de démocratie participative, réduction drastique de la pauvreté, croissance forte et succès diplomatiques. Les nécrologies publiées au moment de sa mort en mars 2013 sont globalement plutôt positives. Dans le drame que connaît actuellement le pays, le bilan est nécessairement plus sombre. Les sanctions adoptées par l’administration Trump aggravent tragiquement la vie quotidienne

des Vénézuéliens, mais les responsabilités d’Hugo Chávez et surtout évidemment de Nicolás Maduro ne sauraient être éludées. Les aspects positifs du chavisme sont aujourd’hui laminés par les effets conjoints de la crise, de la gabegie de la bourgeoisie bolivarienne, des mesures économiques états-uniennes asphyxiant le pays, des penchants insurrectionnels de l’opposition et du retournement de conjoncture en Amérique latine.

La Constitution rédigée en 1999 est remise en cause de toute part. Le gouvernement de Nicolás Maduro a dépossédé en 2015 l’Assemblée nationale de ses prérogatives depuis que l’opposition y est majoritaire. Il a également convoqué en 2017 une Assemblée nationale constituante au mode de scrutin inéquitable, qui fonctionne comme un organe plénipotentiaire et supraconstitutionnel, mais qui n’a pas proposé de nouveau texte fondamental depuis cette date. Juan Guaidó, en s’auto-proclamant président de la République, ne respecte pas non plus la Constitution en appelant à des soulèvements militaires selon une interprétation très abusive de celle-ci.

La tendance à la diminution de la répression envers les manifestations pacifiques, acquis du

début des années Chávez par rapport aux gouvernements libéraux précédents, a été également stoppée dans la polarisation politique croissante des dernières années. Le gouvernement chaviste compense sa perte de popularité auprès de la population avec la répression par le biais des différentes institutions qui lui sont désormais acquises. Au début de la présidence Chávez, la radicalité de l'opposition contraste avec la faiblesse de la répression du gouvernement. À l'inverse, l'articulation entre les différents secteurs de l'opposition est actuellement beaucoup plus faible et la répression beaucoup plus forte.

L'une des conquêtes du chavisme était l'amélioration des conditions de vie des Vénézuéliens les plus modestes, avec la création de programmes sociaux baptisés « missions », dans des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, l'alimentation, le logement... De 2011 à 2015, un million de logements ont été construits dans le cadre de la Gran Misión

Vivienda Venezuela. Entre le deuxième semestre 2003 et le premier semestre 2007, les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté diminuent respectivement de 55,1 % à 27,5 % et de 25 % à 7,6 %<sup>13</sup>. La réalité actuelle est bien plus sombre dans le contexte d'un cycle d'hyperinflation et d'effondrement monétaire. Un projet interuniversitaire fait état en février 2018 de taux de pauvreté et d'extrême pauvreté atteignant respectivement 87 % et 61,2 % des foyers<sup>14</sup>.

Le chavisme n'est pas parvenu à résoudre deux fléaux chroniques de la société vénézuélienne : l'insécurité et la corruption. Ces deux problématiques sont notamment liées à la montée du trafic de drogue. La corruption, endémique depuis des décennies au Venezuela, notamment en raison du rôle majeur de l'État dans le système économique rentier, n'a pas été endiguée, bien au contraire. Selon l'index de perception de la corruption 2018 de l'ONG Transparency International, le

<sup>13</sup> Instituto nacional de estadística, *Pobreza por línea de ingreso, 1er semestre 1997-1er semestre 2015*, consulté le 14 mai 2019, disponible sur : <[http://www.ine.gov.ve/index.php?option=com\\_content&view=category&id=104&Itemid=45#](http://www.ine.gov.ve/index.php?option=com_content&view=category&id=104&Itemid=45#)>.

<sup>14</sup> UCAB-ÚCV-USB, *Encuesta sobre Condiciones de Vida en Venezuela, ENCOVI*, mis en ligne en février 2018, consulté le 14 mai 2019, disponible sur : <<https://www.fundacionbengoa.org/encovi/2017/ENCOVI-2017-Pobreza.pdf>>.

Venezuela est désormais le pays le plus corrompu de l'hémisphère américain, 168<sup>e</sup> sur 180 au niveau mondial<sup>15</sup>. L'insécurité, chronique au vu du nombre d'armes à feu en circulation, atteint elle aussi des records. Selon le rapport annuel 2018 de l'Observatoire vénézuélien de la violence, avec 81,8 morts violentes pour 100 000 habitants, le Venezuela est également le pays le plus violent des Amériques<sup>16</sup>.

Une autre conquête du chavisme était l'acquisition d'une autonomie diplomatique vis-à-vis des États-Unis. La CELAC stagne, l'ALBA-TCP est devenue une coquille vide et la majorité des membres désormais gouvernés par des exécutifs de droite se sont retirés de l'UNASUR. Ces États se sont regroupés dans le groupe de Lima et isolent désormais le gouvernement Maduro

en se rangeant du côté de l'opposition et des États-Unis.

La personnalité d'Hugo Chávez gardera, quoi qu'il en soit, un rôle symbolique majeur en Amérique latine et même au-delà pour de nombreuses années. Le processus bolivarien restera une page importante, sans doute l'une des plus controversées, de l'histoire des émancipations latino-américaines. La situation tragique que connaît le Venezuela noircit forcément le bilan complexe d'un des leaders les plus charismatiques de ce début de siècle. Le chavisme a réussi à triompher de l'ensemble des tentatives de renversement de l'opposition, en sacrifiant les procédures démocratiques pour la période la plus récente. Sa volonté de s'émanciper du paradigme néolibéral a été effective mais n'a pas été durable.

<sup>15</sup> Transparency International, *Indice de Perception de la Corruption 2018*, consulté le 17 juin 2019, disponible sur : <<https://www.transparency.org/cpi2018>>.

<sup>16</sup> Observatorio Venezolano de Violencia, *Informe anual de violencia 2018*, mis en ligne le 30 décembre 2018, consulté le 17 juin 2019, disponible sur : <<https://observatoriodeviolencia.org/ovv-lacso-informe-anual-de-violencia-2018/>>.